

Le fiasco de Petro-Canada est un exemple flagrant des folles promesses des conservateurs et d'une administration affreusement incompétente. Espérons qu'il y aura amélioration dans l'avenir immédiat. Je ne veux pas les condamner tout de suite, cela serait injuste.

Au cours de la campagne électorale, M. Clark a qualifié notre société pétrolière nationale de «dindon». C'est ainsi qu'il l'a appelé d'un océan à l'autre et il a promis de l'éliminer.

Or, tous les sondages d'opinion publique ont prouvé que toute la population était en faveur de Petro-Canada. Je me demande comment le sénateur Murray, ancien président national des progressistes-conservateurs, qui a bien su exercer cette fonction si l'on en juge d'après des normes politiques, a pu si mal interpréter ces sondages. Même des conservateurs bien en vue comme le distingué et respecté député Bob Coates, qui est actuellement président national du parti progressiste-conservateur, a déclaré qu'il fallait maintenir Petro-Canada.

Le débat sur cette question a fait rage cet été un peu partout dans le pays, mais celui qui est responsable au premier chef, le ministre de l'Énergie, est resté la plupart du temps tout à fait silencieux; ou peut-être serait-il plus juste de dire tout à fait perdu.

Dans un article de fond publié dans le magazine *Maclean's* en août, le ministre, M. Hnatyshyn, a eu le douteux honneur de faire les manchettes, i.e. «L'affaire du ministre introuvable», à cause de la manière dont il a abdiqué ses responsabilités au sujet de Petro-Canada et sur la question cruciale de la politique d'établissement des prix du pétrole.

Même les journaux de sa province d'origine, le Saskatchewan, par exemple le *Leader Post*, de Regina, . . .

Le sénateur Steuart: L'exemple même d'une feuille de chou conservatrice.

Le sénateur Perrault: . . . qui, si je ne m'abuse, souhaitait l'élection d'un gouvernement Clark, employait des termes comme «un désastre» et «embarrassant» pour décrire le piètre performance du ministre de l'Énergie. Nous ne voulons pas formuler ici de critiques injustes.

Des voix: Oh, oh!

Le sénateur Perrault: Mais ces faits doivent être consignés au compte rendu. Malgré l'opinion publique majoritaire au sujet de Petro-Canada, malgré d'importants appuis en faveur de cet organisme au sein même du caucus conservateur, et en dépit même de l'opinion formulée en public par certains ministres, le gouvernement semble voué à la destruction de Petro-Canada.

Les Canadiens demandent pourquoi. La raison en a peut-être été assez formulée par le chroniqueur Richard Gwyn, dont les articles sont souscrits d'un bout à l'autre du pays. Sous le titre «Le cabinet a bradé une partie de sa politique énergétique pour faire le dur», M. Gwyn écrivait ceci en septembre:

C'est de justesse que le petit cabinet a eu gain de cause.

Cette réunion a dû être fertile en émotions, monsieur le leader.

C'est de justesse que le petit cabinet a eu gain de cause. Il aurait fort bien pu opter pour la solution contraire s'il n'avait pas déjà fait marche volte-face au sujet du démantèlement de notre ambassade d'Israël à Jérusalem, si le ministre des Sports, M. Steve Paproski n'avait déclaré

bien haut qu'après tout ce ne serait pas une si mauvaise idée de voir Ottawa continuer à gérer Loto Canada, et si le ministre des Finances, M. John Crosbie, n'avait pas laissé entendre en public que les abattements fiscaux qui avaient été promis ne seraient peut-être pas appliqués dans son premier budget.

Ça joue aux durs!

Après tant d'indulgence, le cabinet s'est dit qu'il fallait se montrer ferme sur la question de Petro-Canada . . . Pour défendre la crédibilité politique du gouvernement, le petit cabinet des ministres a choisi de se défaire d'un des instruments dont il dispose dans le domaine énergétique. En fait, cette décision n'a fait qu'entamer la crédibilité du gouvernement. Alors qu'il voulait se montrer fort, le gouvernement a agi mollement.

Voilà donc ce qu'a écrit Richard Gwyn dans sa chronique souscrite dans tout le pays.

Une voix: Préjugé!

Le sénateur Perrault: Il est bon de préciser que M. Gwyn a défendu les conservateurs à de nombreuses reprises par le passé et que ce même M. Gwyn a invité tous les Canadiens à voter pour ce gouvernement. Et vous voudriez maintenant mettre en doute sa crédibilité et son sens logique. Avait-il également tort en mai? Vous devriez réfléchir à cette question.

Honorables sénateurs, j'avais l'intention de parler longuement de Petro-Canada, mais je pense que nous devrions revenir sur la question plus tard, pour déterminer si cette agence sert les intérêts des Canadiens et si cet acharnement à liquider Petro-Canada est dans l'intérêt public.

Je tiens à dire que les Canadiens possèdent maintenant une société pétrolière nationale qui vise à leur assurer les réserves de pétrole et de gaz naturel dont ils auront besoin dans les années qui viennent. C'est une société qui réalise assez de profits en se livrant aux opérations ordinaires de l'industrie pétrolière pour atteindre ses objectifs sans imposer un fardeau excessif au contribuable.

Vous savez, certains aspects de la philosophie des conservateurs ne cesseront jamais de m'étonner: ils aiment parcourir le pays et dénoncer l'inefficacité des gouvernements en disant: «Mais quoi, toutes les sociétés de la Couronne sont déficitaires. C'est bien connu.» Mais ensuite, toutes les mesures qu'ils proposent visent à rendre au secteur privé les sociétés de la Couronne qui sont rentables et à soutenir les sociétés de la Couronne déficitaires et marginales avec l'argent des contribuables, à prolonger la vie de ces sociétés moribondes à coups de subventions de manière à pouvoir dire un jour: «Nous sommes favorables à la libre entreprise. Vous n'avez qu'à regarder les sociétés de la Couronne. Elles ne sont pas rentables.»

Je crois que c'est grossièrement injuste pour beaucoup d'entreprises qui se sont développées et qui ont prospéré grâce à l'aide intégrale ou partielle du gouvernement.

Cela ne signifie aucunement que les libéraux s'opposent radicalement à la privatisation de certaines sociétés; mais cette politique doit être conséquente, et nous demandons instamment au gouvernement de ne pas faire le tri des sociétés de la Couronne, accablant les contribuables des déficitaires et ren-